

[Chronique](#)

[Dominique Rousseau](#)

La chronique de Dominique Rousseau

L'urgence d'une gouvernance mondiale démocratique

Par Dominique Rousseau, professeur émérite de droit public.

Publié le 14 mars 2026 Journal l'Humanité

La [guerre en Ukraine, en Iran est une affaire mondiale](#). Mais les flux migratoires sont aussi une affaire mondiale. Le réchauffement climatique est une affaire mondiale. Les inégalités sociales sont une affaire mondiale. La fraude fiscale est une affaire mondiale. L'égalité hommes-femmes est une affaire mondiale. Ces « affaires » n'engagent pas l'existence d'un peuple, d'un État ou d'un continent ; elles engagent l'existence de tous les peuples, de tous les États, de tous les continents.

Au même moment. Il serait donc illusoire de penser ou de laisser croire que chaque peuple, chaque État, chaque continent peut régler ces affaires « à sa manière », « selon sa libre décision ». Il faut abandonner le principe de souveraineté, principe devenu inutile et dangereux, et proposer le principe de solidarité pour (re) fonder l'ordre politique mondial qui vient. En 1941, Ernesto Rossi et Altiero Spinelli, militants antifascistes enfermés dans la prison de l'île de Ventotene, écrivent un manifeste encore plus d'actualité en ce début de XXI^e siècle.

La mondialisation impose un autre principe d'organisation politique : le principe de solidarité entre les peuples.

« L'idéologie de la souveraineté nationale a constitué un puissant levain de progrès ; elle a permis de surmonter bien des divergences basées sur l'esprit de clocher dans l'optique d'une plus vaste solidarité contre l'oppression des dominateurs étrangers. Elle portait cependant en soi les germes de l'impérialisme capitaliste. La souveraineté absolue des États nations a conduit à la volonté de domination de chacun d'eux, vu que chacun se sent menacé par la puissance des autres et considère comme son « espace vital » des territoires de plus en plus vastes devant lui permettre de se mouvoir librement et de s'assurer ses moyens de subsistance sans dépendre de personne. En conséquence de cela, de garant de la liberté des citoyens, l'État s'est transformé en patron de sujets tenus à son service. Le problème qu'il faut résoudre tout d'abord – sous peine de rendre vain tout autre progrès éventuel – c'est l'abolition définitive de la division de l'Europe en États nationaux souverains », peut-on y lire notamment.

Cette conclusion en forme d'invitation n'a pas été entendue au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Elle doit l'être aujourd'hui, en 2026, pour sortir de la crise mondiale et multidimensionnelle. Comme la Renaissance a fait émerger le principe de souveraineté et l'État, la mondialisation impose un autre principe d'organisation politique : le principe de solidarité entre les peuples pour gérer leurs biens communs en se dotant d'institutions mondiales.

Sur le même thème



[La liberté de la presse, œil de la démocratie](#)

Objectivement, toutes les économies, toutes les musiques, toutes les idées, toutes les émotions sont connectées. Objectivement, tous les peuples forment une communauté humaine mondiale multiculturelle. Objectivement, les humains partagent les mêmes situations, connaissent les mêmes conditions et vivent les mêmes événements qui les constituent en un être historique mondial. Mais, subjectivement, cette communauté d'existence n'était pas ressentie par les peuples parce que tous les savoirs conduisaient chaque peuple à se vivre comme une singularité irréductible. Mais, aujourd'hui, le subjectif rejoint l'objectif.

Par la multiplication des crises – sociale, environnementale, sanitaire... – les peuples prennent conscience de « *leur communauté de destins* » selon [les mots d'Edgar Morin](#), ressentent dans leur être ce que les artistes chantaient en 1985 : « We are the world ». Chaque peuple fait l'expérience de la nécessaire coordination mondiale, d'un en commun constitutionnel qui se manifeste par exemple dans l'appel lancé par Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix, pour un pacte mondial sur l'information et la démocratie avec ces mots : « *L'espace global de la communication et de l'information est un bien commun de l'humanité qui doit être protégé en tant que tel afin de favoriser l'exercice de la liberté d'expression et d'opinion en respectant les principes de pluralisme, de liberté, de dignité et de tolérance ainsi que l'idéal de raison et de connaissance.* »

Le journal des intelligences libres

« C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde. »

Tel était « Notre but », comme l'écrivait Jean Jaurès dans le premier éditorial de l'Humanité, le 18 avril 1904. 122 ans plus tard, il n'a pas changé.

Grâce à vous. Soutenez-nous ! Votre don sera défiscalisé : donner 5€ vous reviendra à 1.65€. Le prix d'un café.

[Je veux en savoir plus !](#)